

Unité départementale du Val-de-Marne
Service risques et installation classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 13 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RATP

**CARREFOUR DE LA POMPADOUR
94000 Créteil**

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2026/CL/N°73GR
Code AIOT : 0007403295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement RATP implanté CARREFOUR DE LA POMPADOUR 94000 Créteil. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 03 février 2026 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2026.

L'inspection du 20 octobre 2020 a relevé des non-conformités qui ont conduit à la mise en demeure de la société RATP, centre bus de Créteil, par l'arrêté de mise en demeure n°2021/00395 du 16 février 2021, de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 suivantes :

- l'article 2.1.2 Implantation des installations,
- l'article 2.3.2 Réservoirs et annexes,
- l'article 2.4.2 Distributeurs et annexes.

L'inspection du 05 août 2025 avait permis à l'inspection de constater que l'article 2.4.2 était respecté.

Cette inspection a pour objectif de vérifier :

- d'une part, la conformité aux articles 2.1.2 et 2.3.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019,
- et d'autre part, le respect du nouvel arrêté préfectoral complémentaire n°2025/03847 du 24 septembre 2025, au travers du contrôle de certaines prescriptions par sondage.

Les suites de l'inspection du 5 août 2025 ne sont pas abordées dans la présente inspection et seront traitées lors d'une prochaine inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RATP
- CARREFOUR DE LA POMPADOUR 94000 Créteil
- Code AIOT : 0007403295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation du site

Le centre bus de Créteil assure l'exploitation, la maintenance, le ravitaillement et le nettoyage de l'ensemble du parc de bus placé sous sa responsabilité. Le centre bus dispose (données en italique extrait d'un dossier de porter à connaissance (PAC) produit par l'exploitant) :

- *D'un hall de remisage intérieur (couvert) et d'une zone de remisage extérieure dimensionnés pour le garage d'un parc pouvant monter à 281 bus.*
- *D'un hall de maintenance d'environ 4 800 m² dotés de 18 zones de travail ATEX et détection GnV,*
- *De 2 pistes de distribution charge Gazole (GO) / GnV,*
- *De 2+1 pistes de charge rapide GnV,*
- *De 123 places équipées de charge lente GnV,*
- *D'une station de traitement des eaux industrielles.*

La capacité de remisage du centre est de 273 places, dont 20 places strictement réservées aux bus H₂.

Le centre bus fonctionne en continu tout au long de l'année, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Le site emploie 820 agents, dont environ 150 présents sur place. Les horaires de fonctionnement sont les suivants :

- l'exploitation des bus s'étend de 4h30 à 2h30 ;
- la maintenance, organisée en trois équipes, est assurée de 7h30 à 6h00 en semaine. Elle n'est pas assurée le week-end et reprend le dimanche à 22h00.

Le centre est implanté à cheval sur deux communes : Créteil, qui comprend la quasi-totalité du site, et Valenton, pour une parcelle située à l'extrémité sud-est. Il se situe dans une zone d'activités mixtes (commerces, entrepôts, entreprises ferroviaires).

L'environnement proche est composé de :

- plusieurs commerces et établissements recevant du public au nord et à l'ouest,
- d'un centre technique municipal et de quelques habitations à l'est,
- ainsi que de bâtiments industriels et commerciaux récemment aménagés au sud.

Classement ICPE

Le régime administratif de classement actuel est l'autorisation au titre de la rubrique ICPE n°1413. L'établissement est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19/11/2019, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025/03847 du 24/09/2025 et les arrêtés ministériels de prescriptions générales des rubriques à déclaration.

Les installations sont soumises aux rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées (arrêté préfectoral n°2025/03847 du 24/09/2025) :

Rubrique	Libellé	Quantités	Régime
1413-1	Gaz naturel dont le débit total en sortie du système de compression est supérieur ou égal à 2000m ³ /h ou si la masse totale de gaz contenu dans l'installation est supérieure à 10 t	6000 Nm ³ /h	A
2910-A-2	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	4,212 MWth	DC
2930-1-b	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur dont la surface de l'atelier étant supérieure à 2000m ² , mais inférieur ou égale à 5000 m ²	4800 m ²	DC

NB : A : Autorisation, DC : Déclaration avec contrôle périodique

Pour mémoire, dans le porter à connaissance de 2023, consolidé en février 2025, l'exploitant a notifié la cessation partielle d'activité pour les rubriques 1435 et 2563.

Les installations de distribution et de stockage de carburants restent en activité, avec un volume d'activité inférieur au seuil de la déclaration de la rubrique 1435, et ne sont plus classées selon une rubrique de la nomenclature des installations classées du fait de la diminution des quantités de gasoil distribuées.

Les installations de nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles restent en activité, avec un volume d'activité inférieur au

seuil de la déclaration de la rubrique 2563, et ne sont plus classées selon une rubrique de la nomenclature des installations classées du fait de la diminution des quantités utilisées.

À l'arrêt définitif de ces installations, les opérations de mise en sécurité devront être réalisées conformément aux dispositions de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement. Sauf évolution réglementaire ultérieure, la bonne mise en œuvre des mesures mises en place fait l'objet d'une attestation réalisée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à l'article R. 512-39-1-III du code de l'environnement. Elle est transmise à l'inspection des installations classées, accompagnée du diagnostic environnemental réalisé qui doit conclure sur la nécessité de réaliser ou non un plan de gestion de la pollution.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite de mise en demeure_Maîtrise des effets potentiels	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	Etude technico-économique à remettre avant le 27 février 2026 Cartographies des effets à remettre avant le 31 mars 2026
8	Disposition transitoire	Arrêté Préfectoral du 24/09/2025, article Annexe I	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suite mise en demeure _ Réservoirs et annexe	Arrêté Préfectoral du 24/09/2025, article 5.4	Respect de ce point de la mise en demeure
3	Consignes de sécurité et d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.5.3 prescriptions techniques	Sans objet
4	Atelier de réparation	AP Complémentaire du 24/09/2025, article 5.7	Sans objet
5	Remisage intérieur	AP Complémentaire du 24/09/2025, article 5.8	Sans objet
6	Implantation des places de remisage	AP Complémentaire du 24/09/2025, article 5.10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	bus H2		
7	Opérations de purge des bus H2	AP Complémentaire du 24/09/2025, article 5.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'arrêté de mise en demeure n°2021/00395 du 16 février 2021, l'article 2.3.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 relatif à la mise en place d'un clapet anti-retour protégeant le stockage de gaz naturel comprimé est respecté ; ce point de la mise en demeure a été suivi d'effet. En revanche, l'article 2.1.2 des prescriptions techniques du même arrêté, portant sur la maîtrise des effets en cas de situation accidentelle n'est pas respecté, les études attendues pour le 9 décembre 2025 n'ont pas encore été transmises par l'exploitant.

Par ailleurs, le récolement de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2025 a mis en évidence le non-respect de l'annexe I, concernant l'interdiction de maintenance des bus fonctionnant à l'hydrogène au sein de l'atelier de maintenance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de mise en demeure_Maîtrise des effets potentiels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Effets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont implantées de telle sorte que les effets létaux liés à un éventuel accident restent dans les limites de l'établissement. [...] Afin de maîtriser les effets pouvant sortir du site en provenance des zones de remisage de bus, impactant le voisinage situé au sud de l'emprise du site (se trouvant sur la commune de Valenton), l'exploitant transmet au préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la justification des mesures prises pour atteindre les objectifs fixés au présent article.</p> <p><u>Rappel du constat de l'inspection du 05/08/2025 (extraits du rapport du 18/09/2025) :</u></p> <p>Les échanges et instructions en cours et à venir entre l'exploitant et l'inspection des installations classées, conduisent l'inspection à proposer à M. le préfet du Val-de-Marne de différer, à ce stade, les suites qu'il convient d'acter sur ce sujet et de demander, par courrier préfectoral à l'exploitant la remise de l'étude technico-économique annoncée, dans les meilleurs délais, et, après avis favorable de l'inspection à la demande de l'exploitant exprimé par courrier du 8 septembre 2025, au plus tard sous trois mois après la date du courrier d'observation transmis par la RATP, soit avant le 9 décembre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, à la suite de l'inspection du 20 octobre 2020, la non-conformité à l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2019 a été constatée et a conduit à la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021/00395 du 6 février 2021, imposant à l'exploitant de respecter la disposition réglementaire.</p>

L'exploitant n'a pas transmis l'étude technico-économique au plus tard le 9 décembre 2025, conformément à la proposition de délai formulée par ce dernier, par courrier du 8 septembre 2025, délai ayant fait l'objet d'un avis favorable par courrier préfectoral du 23 septembre 2025. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas informé l'inspection du retard pris dans la transmission de ce document.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les études hydrauliques relatives à la conformité de l'écoulement des eaux en zone PPRI, en lien avec la création d'un mur atténuateur, ainsi que l'étude technico-économique, sont en cours. Il précise également que ces études ont dû être révisées afin de prendre en compte une modification de la hauteur du mur projeté, nécessaire pour contenir les effets létaux à l'intérieur des limites de l'établissement.

L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection pour fin février l'étude technico-économique et, pour fin mars, les cartographies des zones d'effets en présence du mur atténuateur projeté. Ces cartographies permettront notamment de valider que le mur prévu permet de remplir l'objectif de l'article 2.1.2. de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2019, à savoir, contenir les effets létaux à l'intérieur des limites de l'établissement. L'exploitant prévoit également d'exploiter ces modélisations afin de vérifier les effets en hauteur pour que l'opportunité de proposer des dispositions de mesures de maîtrise de l'urbanisation soient étudiées par l'inspection.

L'inspection prend note des éléments communiqués par l'exploitant concernant les raisons de ce retard. Malgré l'absence de transmission des documents demandés dans les délais impartis, l'inspection ne juge pas opportun de proposer de sanction administrative à ce stade, l'exploitant étant activement engagé dans la démarche et devant prochainement transmettre les études attendues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les échanges et instructions en cours et à venir entre l'exploitant et l'inspection des installations classées, conduisent l'inspection à proposer à M. le préfet du Val-de-Marne de différer, à ce stade, les suites qu'il convient d'acter sur ce sujet et de demander, par courrier préfectoral à l'exploitant la remise de :

- l'étude technico-économique : au plus tard le 27 février 2026, et
- les cartographies des zones d'effets en présence du mur atténuateur projeté : au plus tard le 31 mars 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais :

- étude technico-économique : au plus tard le 27 février 2026,
- cartographies des zones d'effets en présence du mur atténuateur projeté : au plus tard le 31 mars 2026.

N° 2 : Suite mise en demeure _ Réservoirs et annexe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2025, article 5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Clapet anti-retour

Prescription contrôlée :

Au troisième alinéa de l'article 2.3.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé, retrait du mot «double » du clapet anti-retour d'emplissage.

Rappel de la prescription réglementaire : Art. 2.3.2 AP 2019/3788 du 19/11/19

Le stockage de gaz en bouteilles est alimenté directement par le système de compression via une canalisation gaz aérienne située en dehors de la voirie dans la zone technique de la station de compression (cette zone étant inaccessible aux bus, seules des personnes formées peuvent y accéder). Le gaz naturel est stocké sous une pression de 300 bars. La capacité totale de stockage est de 3 000 kg au maximum. Toutes dispositions sont prises pour que la pression maximale de service dans une des bouteilles du stockage ne soit jamais atteinte, notamment en équipant les réservoirs des dispositifs suivants :

- double clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ; [...]

Constats :

Par courrier daté du 17 novembre 2025, l'exploitant RATP Centre Bus de Créteil a transmis des éléments de réponses aux non-conformités concernant les clapets anti-retours relevées dans le rapport de l'inspection daté du 1er décembre 2020 et à l'arrêt préfectoral de mise en demeure n°2021/00395 du 16 février 2021 :

- manuel d'installation, d'utilisation et de la maintenance, « *Cetil E30 CNG* » révision 3, daté du 07/02/2019.

La non-conformité concernant la présence d'un clapet anti-retour est levée. L'inspection considère que ce point de l'arrêt de mise en demeure du 16 février 2021 s'appuyant sur l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral n°2019/3788 du 19 novembre 2019 a été suivi d'effet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Respect d'un article de la mise en demeure

N° 3 : Consignes de sécurité et d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 2.5.3 prescriptions techniques

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction de remisage

Prescription contrôlée :

[...] Afin de limiter le risque d'effets sortants en cas d'incident sur le Centre Technique Municipal (CTM), riverain du site, le remisage, le stationnement et l'arrêt des bus est interdit sur les 13 places de stationnement faisant face à l'atelier du CTM, durant les horaires de travail de ce site, à savoir de 07h00 à 17h00, du lundi au vendredi inclus, durant toute l'année. Cette interdiction fait l'objet d'une signalisation appropriée.

Une procédure est mise en place afin d'alerter le CTM en cas de dysfonctionnement des installations susceptible d'engendrer une situation de danger. [...]

Constats :

Lors de l'inspection réalisée en matinée, l'inspection a constaté l'absence de remisage de bus

<p>fonctionnant au GNC sur les 13 places de stationnement faisant face à l'atelier du CTM.</p> <p>L'interdiction est matérialisée au sol par un logo sur chaque place ainsi qu'un long trait couvrant les 13 places, avec au centre un rappel indiquant l'interdiction de stationner de 07h00 à 17h00, du lundi au vendredi. Ce marquage apparaît toutefois peu lisible sur l'ensemble de la zone concernée. L'exploitant s'est engagé à le refaire en ajoutant deux marquages supplémentaires de part et d'autre de la zone.</p> <p>L'exploitant indique que le remisage des bus est géré par la GMAO, et que le logiciel intègre cette interdiction. Il a présenté l'outil à l'inspection, qui a pu constater la prise en compte de cette interdiction dans le logiciel.</p> <p>Concernant la procédure d'alerte du CTM en cas de dysfonctionnement des installations susceptible d'engendrer une situation de danger, l'exploitant indique qu'en cas de déclenchement d'alarmes, l'agent de sécurité informe les secours ainsi que le CTM. L'ensemble des procédures est regroupé dans un classeur situé au poste de sécurité. Par sondage, l'inspection a vérifié la procédure incendie ainsi que celle à suivre en cas de déclenchement de l'alarme gaz, disponibles au poste de sécurité. Ces procédures mentionnent bien l'étape d'alerte du CTM avec le numéro de téléphone correspondant. Cette vérification portait uniquement sur la présence de l'étape d'alerte du CTM et non sur l'opérationnalité des procédures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Atelier de réparation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/09/2025, article 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] l'atelier est équipé de systèmes permettant la détection permanente des gaz mis en œuvre comme carburant. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater lors de la visite que l'atelier de maintenance est équipé de détecteurs de GNC, et les emplacements pouvant recevoir des bus fonctionnant à l'hydrogène sont doublés de détecteurs d'hydrogène. L'exploitant précise que l'ensemble de ces dispositifs fonctionnent en permanence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remisage intérieur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/09/2025, article 5.8
Thème(s) : Risques accidentels, Remisage intérieur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 3.1.2 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 susvisé sont complétées par le point suivant :</p> <p>« Le remisage en intérieur des bus fonctionnant à l'hydrogène est interdit »</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de remisage en intérieur des bus fonctionnant à l'hydrogène.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Implantation des places de remisage bus H2

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/09/2025, article 5.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Implantation des places de remisage bus H2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Article 4.2. Implantation des places de remisage et de maintenance des bus hydrogène Les emplacements de remisage des bus fonctionnant à l'hydrogène sont implantés de manière à prévenir tout effet domino avec les bus fonctionnant au gaz naturel. Notamment, les places de remisage des bus fonctionnant au gaz naturel doivent être maintenues à une distance minimale de 8 mètres des places réservées aux bus fonctionnant à l'hydrogène. Les places de remisage des bus fonctionnant à l'hydrogène sont dépourvues d'alimentation de gaz naturel.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate une distance de 3 emplacements de bus vides et contigus, entre la zone de remisage des bus fonctionnant au GNC et celle des bus fonctionnant à l'hydrogène. Cette distance est d'environ 8m. Les places supprimées correspondent au total à 6 places, en raison de la présence de deux rangées de bus.</p> <p>Sur les emplacements de remisage des bus fonctionnant à l'hydrogène ainsi que sur les emplacements supprimés afin de prévenir tout effet domino avec les bus fonctionnant au gaz naturel, l'inspection constate qu'il ne reste que les potelets de charge, dépourvus de pistolet de distribution et de flexible. L'inspection a également constaté visuellement que la canalisation de distribution GNC est coupée au plus près du dernier emplacement de bus GNC en service.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Opérations de purge des bus H2

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/09/2025, article 5.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Opérations de purge</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Article 4.5 Opérations de purge Les opérations de purge des réservoirs d'hydrogène, qu'elles soient préventives ou correctives, doivent être réalisées exclusivement en extérieur sur l'emplacement dédié mentionné à l'article 4.2. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une place de purge matérialisée au sol, portant l'inscription « purge » en bleu, conformément au code couleur du centre bus des places autorisées pour les bus</p>

fonctionnant à l'hydrogène.

L'emplacement est conforme à celui mentionné à la prescription ci-dessus soit la place n°400.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Disposition transitoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2025, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Mur atténuateur

Prescription contrôlée :

Afin de se conformer aux dispositions du présent arrêté, l'exploitant réalise les travaux nécessaires selon l'échéance suivante :

Article	Disposition	Date limite de réception des travaux = conformité à la disposition
Article 4.6	Mur atténuateur	12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral

Dans l'attente de la réception du mur atténuateur, toute activité de maintenance sur les bus fonctionnant à l'hydrogène est strictement interdite.

Constats :

D'après les explications et les données de la GMAO présentées par l'exploitant, des opérations qualifiées de « petites maintenances » sur les bus fonctionnant à l'hydrogène peuvent être réalisées au sein de l'atelier de maintenance, telles que, par exemple, le remplacement d'essuie-glaces, d'ampoules ou des interventions de carrosserie.

Non conformité :

Contrairement à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2025, dans l'attente de la réception du mur atténuateur, des activités de maintenance sur les bus fonctionnant à l'hydrogène sont réalisées au sein de l'atelier de maintenance.

Toutefois, par courrier du 06/02/2026, l'exploitant a informé l'inspection de son engagement à maintenir *"l'interdiction stricte de maintenance sur les places identifiées 2, 3 et 4 dans le DPAC de février 2025"* et ce jusqu'à l'achèvement du mur atténuateur. Par ailleurs, par courriel du 06/02/2026, l'exploitant sollicite une modification de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2025, afin de *"pouvoir opérer la maintenance courante des bus H₂ sur les places 5 et 6"*, en justifiant cette demande par *"l'absence d'effets sortants en cas d'évènement accidentel sur ces deux places"*.

L'inspection prend acte de la demande formulée par la RATP relative à la modification de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2025. Cette demande est en cours d'instruction. Le cas échéant, une modification de l'arrêté préfectoral pourra être envisagée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de se conformer strictement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2025/03847 du 24 septembre 2025, en cessant toute activité de maintenance sur les bus fonctionnant à l'hydrogène dans l'atelier de maintenance tant que le mur atténuateur n'est pas réceptionné et que l'arrêté n'a pas été modifié. L'exploitant veillera par ailleurs à formaliser les consignes internes correspondantes et à ne pas anticiper l'application d'une éventuelle modification réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour